RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 00837
Numéro SIREN : 893 599 050
Nom ou dénomination : A&M HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 03/02/2021 sous le numéro de dépôt 2535

A&M HOLDING

Société par actions simplifiée en formation
Capital Social : 200 000 €
Siège social : 211, rue la Fontaine,
94120 Fontenay sous-bois

Assemblée Générale de Constitution

Les soussignés :

1 - **M. ABIB Jonathan,** de nationalité française, né le 16 Janvier 1992 à Paris, demeurant au 119, avenue du maréchal Leclerc 94410 Saint Maurice, marié sous le régime de la communauté,

2- M. **MICHEL Thibault,** de nationalité française, né le 05 Janvier 1992 à Paris, demeurant au 4, Avenue Andrée 94100 Saint Maure marié sous le régime de séparation de biens,

A l'issue de la signature des statuts de la Société A&M Holding, les actionnaires ont pris les décisions suivantes :

- Nomination du Président ;
- Nomination du commissaire aux apports ;
- Pouvoir ;

A cet effet, ils ont convenu ce qui suit :

I – Nomination du Président

Les soussignés nomment en qualité de président de la société :

M. ABIB Jonathan, de nationalité française, né le 16 Janvier 1992 à Paris, demeurant au 119, avenue du maréchal Leclerc 94410 Saint Maurice, pour une durée indéterminée, qui entrera en fonction qu'à partir du jour où les statuts seront signés, et qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

Il affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

II – Nomination du Directeur Général

Les soussignés nomment en qualité de Directeur Général de la société :

M. MICHEL Thibault, de nationalité française, né le 05 Janvier 1992 à Paris, demeurant au 4, avenue andrée 94100 St Maur Des Fosses, pour une durée indéterminée, qui entrera en fonction qu'à partir du jour où les statuts seront signés, et qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

Il affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

III – Nomination du Commissaire aux apports

Les Associés envisagent de faire apport à la Société de l'ensemble de leurs parts sociales détenue dans

A&M Concept
Société à responsabilité limitée – capital variable (capital minium de 700 euros)
Siège sociale : 211, rue la Fontaine – 94120 Fontenay sous-bois
RCS : 811 128 784

Les Associés désignent, en qualité de Commissaire aux apports, conformément aux dispositions de l'article L.223-9 du code de commerce, le cabinet Marc Métoudi, une société à responsabilité limité à associé unique au capital de 1.000 euros, ayant son siège social situé 38, avenue de Wagram à Paris (75008) immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 820 555 068, représentée par Monsieur Marc Métoudi, avec pour mission :

- d'apprécier la valeur des apports en nature à la Société Bénéficiaire ;
- d'apprécier la valeur des avantages particuliers éventuellement stipulés au titre de cet apport ;
- d'établir un rapport contenant les mentions prévues par les dispositions réglementaires, qui sera mis à la disposition des associés et déposé au tribunal de commerce dans les délais légaux.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

III – Rémunération du président

Les actionnaires ont décidé que la rémunération du président sera fixée ultérieurement.

En outre, il aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Fait à Paris
Le 10/01/2021

En autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Jonathan ABIB

Thibault MICHEL

Bon pour accord du mandat de president

Monsieur Jonathan ABIB *(Bon pour accord du mandat de Président)*

A&M HOLDING

Société par Actions Simplifiée en formation
au Capital de 200 000 euros
Siège social : 211 rue La Fontaine – 94120 Fontenay-sous-bois

_____

Rapport du Commissaire aux apports sur l'apport de titres de la société A&M CONCEPT par Monsieur Jonathan ABIB et Monsieur Thibault MICHEL à la société A&M HOLDING

_____

CMM CABINET MARC METOUDI
COMMISSAIRE AUX COMPTES, EXPERT COMPTABLE
Commissaire aux Comptes
38, avenue de Wagram 75008 Paris
Tel : 01 75 44 49 00 – Fax : 01 75 44 49 01

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale de la société A&M HOLDING en date du 10/01/2021, concernant l'apport en nature devant être effectué par Monsieur Jonathan ABIB et par Monsieur Thibault MICHEL, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L.225-8 du code de commerce.

Les modalités des apports ont été définies dans un projet de traité d'apport conclu entre les apporteurs, par Monsieur Jonathan ABIB et par Monsieur Thibault MICHEL, et la société A&M HOLDING. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicables à cette mission. Cette doctrine professionnelle requière la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports augmentée de la prime d'émission.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

- Présentation de l'opération et description de l'apport ;
- Diligences accomplies et appréciation de la valeur de l'apport ;
- Conclusion.

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1. Contexte de l'opération

Le projet de contrat d'apport en nature prévoit que Monsieur Jonathan ABIB et Monsieur Thibault MICHEL se sont engagés envers la société A&M HOLDING à apporter l'intégralité des titres de la société A&M CONCEPT, société à responsabilté limitée dont le siège social est situé 211, rue La Fontaine Fontenay sous bois (94120) et dont le numéro d'identification est 811 128 784.
A l'issue de cet apport, A&M HOLDING détiendra directement 100 % du capital social de la société A&M CONCEPT.

1.2. Présentation des sociétés et/ou des parties et intérêts en présence

1.2.1. Personnes physiques apporteuses

1.2.1.1. Monsieur Jonathan ABIB

Monsieur Jonathan ABIB de nationalité française né le 16 janvier 1992 demeurant au 119 avenue du Maréchal Leclerc à Saint Maurice (94410) marié sous le régime de la communauté est apporteur de 357 parts sociales de la société A&M CONCEPT.

1.2.1.2. Monsieur Thibault MICHEL

Monsieur Thibault MICHEL de nationalité française, né le 05 Janvier 1992, demeurant au 4 Avenue Andrée à Saint Maur (94100) marié sous le régime de séparation de biens, est apporteur de 343 parts sociales de la société A&M CONCEPT.

1.2.2. Société bénéficiaire A&M HOLDING

La société en formation A&M HOLDING, bénéficiaire des apports, est une société par actions simplifiée, au capital de 200 000 euros, sise 211, rue La Fontaine à Fontenay sous bois (94120) représentée par Monsieur Jonathan ABIB.
Son objet social tel qu'indiqué dans les statuts est :
« La prise d'intérêt sous quelque forme que ce soit et notamment par souscription ou rachat de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts ou titres cotés ou non cotés dans toutes sociétés ou entreprises constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit, industrielle, commerciales, financières, agricoles, immobilières ou autres.

Toutes prestations de services, conseils, études en faveur des sociétés ou entreprises, sur les plans administratif, comptable, technique, commerciale, financier ou autres,
Et plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social. ».
Le capital social est divisé en 200 000 actions de 1 euro chacune, intégralement souscrites et libérées.

1.2.3. Société A&M CONCEPT dont 100% des titres sont apportés

A&M CONCEPT est une société à responsabilité limitée au capital social de 5 000 euros, dont le siège social est situé 211, rue La Fontaine à Fontenay sous bois (94120) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 811 128 784.
Son capital composé de 700 actions est détenu par :

- Jonathan ABIB à hauteur de 357 parts sociales soit 51% du capital ;
- Thibault MICHEL à hauteur de 343 parts sociales soit 49% du capital .

L'apport envisagé porte sur 700 parts sociales de la société A&M CONCEPT, soit 100 % du capital.
La société A&M CONCEPT a pour objet, la gestion, la coordination des chantiers et travaux, la sous-traitance, intermédiaires de chantiers et travaux, le pilotage d'opérations, la conception de plans architecturaux.

1.3. Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de traité d'apport.
L'apport en nature porte sur 700 parts sociales de la société A&M CONCEPT. Cet apport représente 100 % du capital de la société A&M HOLDING.
Les modalités de réalisation de l'apport peuvent se résumer comme suit :

1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport : date d'effet, comptes servant de base à l'opération, régime juridique et fiscal adoptés

Dispositions fiscales - Imposition de la plus-value
Les parties déclarent que la société bénéficiaire sera soumise à l'impôt sur les sociétés et que l'apport des titres apportés est rémunéré uniquement en actions de la société bénéficiaire.

Par conséquent, l'apport peut bénéficier du sursis d'imposition des plus-values prévu à l'article 150-O B du code général des impôts. Les plus-values réalisées au titre de l'échange de titres reçus ne seront pas imposées au moment de l'apport. En revanche, lors de la cession éventuelle des titres reçus en échange, les plus-values seront calculées et imposées par rapport à la valeur d'acquisition des titres apportés à l'échange.

Frais et droits

Les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront à la charge de la société A&M HOLDING, qui s'y oblige.

Les apporteurs s'engagent à conserver les titres reçus en contrepartie de leur apports pour une durée supérieure à trois ans.

Election de domicile

Pour l'exécution du traité d'apport et de leurs suites et pour toutes significations et notifications, les parties du traité d'apport, élisent domicile à leurs adresses et siège social respectifs sus-indiqués.

Droit applicable – compétence

Le traité d'apport est soumis à la loi française.

Tous les litiges auxquels le traité d'apport pourra donner lieu, pour son interprétation, son exécution ou sa résiliation sont, de convention expresse, soumis au Tribunal de commerce de Paris.

Affirmation de sincérité

Les parties au traité d'apport reconnaissent avoir été informées par le rédacteur de l'acte des sanctions applicables aux insuffisances, dissimulations, et surévaluations ainsi qu'aux affirmations de sincérités frauduleuses.

Les parties au traité d'apport affirment expressément, sous les peines visées à l'article 1837 du Code général des impôts, que les présents actes expriment l'intégralité de la valeur des biens apportés.

En outre, les parties au traité d'apport affirment que cette rémunération n'est contredite par aucune contre-lettre contenant prise en charge d'un passif ou règlement d'une soulte complémentaire.

1.3.2. Rémunération de l'apport

Les parties au traité d'apport s'accordent pour retenir comme valorisation des titres apportés, à la date de réalisation des apports, pour l'ensemble des titres apportés, le montant de 200 000 euros.

Les apports ci-dessus décrits, évalués à la somme globale de 200.000 euros sont consentis et acceptés moyennant l'attribution aux Apporteurs de 200.000 actions nouvelles de la société

bénéficiaire en formation d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, entièrement libérées, réparties de la façon suivante :

- 102 000 actions attribuées à Monsieur Jonathan ABIB ;
- 98 000 actions attribuées à Monsieur Thibault MICHEL.

1.3.3. Avantages particuliers stipulés

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4. Présentation de l'apport

1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

L'apport réalisé sera valorisé à sa valeur réelle, telle qu'arrêtée entre les parties concernées par le contrat d'apport.

Elle a été obtenue en retenant une approche basée sur le montant des capitaux propres de la société A&M CONCEPT.

1.4.2. Description de l'apport

Les 700 parts sociales de A&M CONCEPT apportées à la société bénéficiaire A&M HOLDING sont évaluées à la somme globale de 200 000 euros, faisant ainsi ressortir une valorisation arrondie à 285,71 euros par part sociale apportée.

2. VERIFICATIONS EFFECTUEES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2.1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.
Notre mission a pour objet d'éclairer les associés de A&M HOLDING sur la valeur de l'apport devant être effectué par les personnes apporteuses.

Nous avons notamment :

- Rencontré les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport ;
- Vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- Consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- Procédé à l'examen limité des états financiers de A&M CONCEPT de 2018 et 2019 ;
- Pris connaissance de l'activité de A&M CONCEPT sur l'année 2020 ;
- Examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties ;
- Etendu les critères de valorisation à des analyses de valeurs intrinsèque et analogique par comparaison avec des sociétés cotées exerçant une activité comparable.

Enfin, nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part des dirigeants de A&M CONCEPT nous confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant, d'une part, grever la consistance des capitaux propres à ce jour ou, d'autre part, remettre en cause de façon significative les prévisions qui nous ont été communiquées.

Notre mission de Commissaire aux Apports ne comporte pas non plus le contrôle du caractère équitable de la rémunération proposée à l'occasion de cette opération. Nous n'émettons donc aucun avis sur l'équité de la rémunération proposée.

2.2. Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité à la réglementation comptable

La valorisation des titres apportés a été établie d'un commun accord entre l'apporteur et le bénéficiaire.

Cette évaluation a été effectuée par application d'une méthode basée sur la valeur des capitaux propres.

Nous avons corroboré cette valorisation par :

- une approche basée sur la méthode des discounted cash-flows ;
- une approche reposant sur l'application de multiples observés sur des sociétés cotées ;
- une approche patrimoniale basée sur le calcul de l'actif net réévalué par application de la méthode de la rente abrégée du goodwill.

Les méthodes retenues nous paraissent de nature à fournir une base pertinente d'évaluation des titres de la société concernée par l'opération.

2.3. Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par les apporteurs des 700 parts sociales de la société A&M CONCEPT, objet du présent rapport.

2.4. Appréciation de la valeur de l'apport

2.4.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

Les travaux effectués nous conduisent à formuler les observations suivantes :
A partir de la documentation qui nous a été remise et des informations communiquées, il ressort que la valeur des apports retenue peut être corroborée par la mise en œuvre de méthode alternative communément admise.
A la date du rapport, nous n'avons relevé aucune anomalie ou aucun évènement susceptible de remettre en cause la valorisation projetée des actifs apportés.

2.4.2. Détermination de la valeur de l'apport par les parties

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant des approches d'évaluation fondées sur le patrimoine de la société.

2.4.3. Prévisions

Afin de permettre l'analyse de la valeur attribuée à A&M CONCEPT, la direction nous a notamment remis des prévisions s'appuyant sur le plan d'affaires, qui couvrent la période du 2021 et 2022.

2.4.4. Valorisation de la société A&M CONCEPT

- **Méthodes d'évaluation écartées**

Dividendes

Compte tenu de l'absence de politique de distributions réalisées dans le passé liée à la nature de la détention du capital et ne pouvant préjuger de la politique de distribution susceptible d'être adoptée au cours des exercices futurs, cette méthode d'évaluation a été écartée.

Evaluation par les multiples de sociétés comparables

Nous avons cherché à déterminer la valeur d'entreprise de A&M CONCEPT par référence aux multiples constatés sur un échantillon de sociétés cotées de taille comparable et intervenant sur des segments d'activité comparables. Nous n'avons pas trouvé de référence boursière comparable, cette méthode d'évaluation a donc été écartée.

- **Méthodes d'évaluation retenues**

Evaluation par comparaison avec des transactions comparables

Nous avons relevé des transactions portant sur des sociétés de taille semblable exerçant des activités comparables à celles de AMETIX.

Evaluation par l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie

Cette méthode consiste à déterminer la valeur intrinsèque d'une entreprise par l'actualisation des flux financiers issus d'un plan prévisionnel à un taux, qui reflète l'exigence de rentabilité du marché vis-à-vis de l'entreprise en tenant compte d'une valeur de sortie à l'horizon de ce plan.

Dans ce cadre, nous avons tenu compte :

- D'une prime de risque de 10%, d'une prime de risque sectorielle et spécifique de 10% et d'une croissance à l'infini de l'activité nulle ;

- **Synthèse des valorisations**

Les méthodes retenues nous paraissent de nature à fournir une base pertinente d'évaluation des titres de la société concernée par l'opération.

Les valorisations ressortant des approches intrinsèques et analogiques confortent la valeur d'apport pour autant que le niveau actuel de l'activité se maintienne sur les prochaines années.

2.4.5. Appréciation de la valeur de l'apports

Les travaux effectués nous conduisent à formuler les observations suivantes :

A partir de la documentation qui nous a été remise et des informations communiquées, il ressort que la valeur des apports retenue peut être corroborée par la mise en œuvre de méthode alternative communément admise.

A la date du présent rapport, nous n'avons relevé aucune anomalie ou aucun évènement susceptible de remettre en cause la valorisation projetée des actifs apportés.

Il convient cependant de bien considérer la volatilité importante qui existe en la matière et les aléas qui pèsent par définition sur des rentabilités imaginées à un moment donné, en fonction des conditions du moment.

2.5. Avantages particuliers

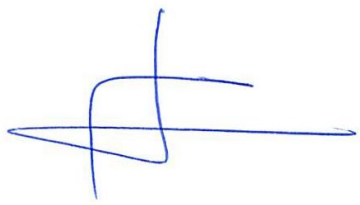
Il n'a pas été porté à notre connaissance que l'opération projetée faisait naître des avantages particuliers et nos travaux n'en ont pas révélé l'existence.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 200 000 euros n'est pas surévaluée, et en conséquence que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société A&M CONCEPT bénéficiaire de l'apport en nature, augmentée de la prime d'émission et de la soulte à verser.

Fait à Paris, en 5 exemplaires

Le 25 janvier 2021



Marc METOUDI

Commissaire aux comptes

Le commissaire aux Apports

TRAITE D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1 - M. ABIB Jonathan, de nationalité française, né le 16 Janvier 1992, demeurant au 119, avenue du maréchal Leclerc 94410 Saint Maurice, marié sous le régime de la communauté,

2- M. MICHEL Thibault, de nationalité française, né le 05 Janvier 1992, demeurant au 4, Avenue Andrée 94100 Saint Maure marié sous le régime de séparation de biens,

Seuls Associés de la société :

A&M Concept
Société à responsabilité limitée – capital variable (capital minium de 700 euros)
Siège sociale : 211, rue la Fontaine – 94120 Fontenay sous-bois
RCS : 811 128 784

Ci-après dénommés individuellement « Apporteur » et collectivement « les Apporteurs » étant précisé que sauf mention expresse contraire, les Apporteurs agissent sans solidarité entre eux au titre des présentes.

D'une part,

ET :

1 - La société A&M Holding, SAS en formation, dont le siège social sera fixé au 211 Rue La Fontaine - 94120 Fontenay sous-bois, représentée par **M. ABIB Jonathan**, de nationalité française, né le 16 Janvier 1992, demeurant au 119, avenue du maréchal Leclerc 94410 Saint Maurice.

Ci-après dénommée la « **Société Bénéficiaire** »,

D'autre part,

*Les Apporteurs et la Société Bénéficiaire sont ci-après dénommés collectivement les « **Parties** » et individuellement, une « **Partie** ».*

EN PRESENCE DE :

1. **Madame Shirley ABITBOL,** en sa qualité de conjointe de l'apporteur Jonathan ABIB,

2. **Madame Jennifer VAN PUL,** en sa qualité de conjointe de l'apporteur Thibault MICHEL.

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DES PARTIES

1.1 – PRESENTATION DE LA SOCIÉTÉ A&M CONCEPT

La société A&M Concept, est une société à responsabilité limitée au capital de 5.000 euros dont le siège social est situé au 211, rue La Fontaine 94120 Fontenay sous-bois, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 811 128 784.
Elle a pour principale activité la construction, la rénovation et l'aménagement immobilier.

LES PARTS SOCIALES

Le capital social de la société A&M Concept d'un montant de 5.000 euros est divisé en 700 parts sociales de 7.143 euros chacune répartie de la manière suivante :

Cédant	Nombre de parts cédées	Quote-Part %
Mr ABIB Jonathan	357	51 %
Mr MICHEL Thibault	343	49 %
Total	**700**	**100 %**

1.2 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ A&M HOLDING (BENEFICIAIRE)

La Société Bénéficiaire est une société en formation qui aura pour activité la détention et la gestion des participations dans d'autres sociétés et pourra leur fournir un support administratif.

Le capital de la Société Bénéficiaire sera divisé en deux cent mille (200.000) actions de un (1) euro de valeur nominale chacune détenues par les Apporteurs.

La date de clôture du premier exercice social de la Société Bénéficiaire est fixée au 31 décembre 2021.

1.3 – DESIGNATION DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Les Apporteurs envisagent de faire apport à la Société Bénéficiaire de l'ensemble de leurs parts sociales.

Par décision en date du 10 janvier 2021, Jonathan ABIB agissant pour le compte de la société en formation, a désigné, en qualité de Commissaire aux apports, conformément aux dispositions de l'article L.223-9 du code de commerce, le cabinet Marc Métoudi, une société à responsabilité limité à associé unique au capital de 1.000 euros, ayant son siège social situé 38, avenue de Wagram à Paris (75008) immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 820 555 068, représentée par Monsieur Marc Métoudi, avec pour mission :

- d'apprécier la valeur des apports en nature à la Société Bénéficiaire ;
- d'apprécier la valeur des avantages particuliers éventuellement stipulés au titre de cet apport ;
- d'établir un rapport contenant les mentions prévues par les dispositions réglementaires, qui

sera mis à la disposition des associés et déposé au tribunal de commerce dans les délais légaux.

Les Parties sont ainsi convenues sur les termes du présent traité d'apport (ci-après le « **Traité** »).

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 2 - APPORTS

Les Apporteurs apportent à la Société Bénéficiaire, sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, l'ensemble des titres de la société A&M Concept.

L'Apporteur déclare qu'il a la pleine et entière capacité pour apporter ladite Clientèle.

ARTICLE 3 - EVALUATION DES APPORTS

L'évaluation des titres, fixée à un montant total de 200.000 euros résulte d'une valorisation obtenue en tenant compte en particulier des capitaux propres de la société apportée au 31.12.2019, approuvée par le Commissaire aux Apports.

ARTICLE 4 - RÉMUNÉRATION DES APPORTS

Les apports ci-dessus décrits, évalués à la somme globale de 200.000 euros sont consentis et acceptés moyennant l'attribution aux Apporteurs de 200.000 actions nouvelles de la Société bénéficiaire en formation d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, entièrement libérées, réparties de la façon suivante :

- Actions 1 à 102.000 à l'attention de Mr ABIB Jonathan,
- Actions 102.001 à 200.000 à l'attention de Mr MICHEL Thibault.

Ces actions composeront l'intégralité du capital de la Société Bénéficiaire en formation.

ARTICLE 6 - COMMISSAIRE AUX APPORTS

L'appréciation de la valeur des apports fera l'objet d'un rapport établi par le cabinet Marc Métoudi en sa qualité de Commissaire aux apports de la Société Bénéficiaire confirmant que la valorisation des titres pour un montant de 200.000 euros n'est pas surévaluée et est au moins égale au montant du capital de la Société Bénéficiaire.

ARTICLE 7 - CONDITION SUSPENSIVE

Les apports qui précèdent ne deviendront définitifs qu'après réalisation de la dernière des conditions suspensives suivantes :

- Etablissement et dépôt d'un rapport par le commissaire aux apports contenant l'appréciation de la valeur dudit apport et les avantages particuliers éventuels, dans les conditions de formes et de délais prescrites notamment par l'article L.223-9 du code de commerce du Code de commerce ;

- Approbation de l'évaluation des apports susvisés des futurs associés de la Société Bénéficiaire en formation, statuant au vu du rapport du Commissaire aux apports.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS DIVERSES

1.1. Dispositions fiscales - Imposition de la plus-value

Les parties déclarent que la société bénéficiaire sera soumise à l'impôt sur les sociétés et que l'apport des titres apportés est rémunéré uniquement en actions de la société bénéficiaire.

Par conséquent, l'apport peut bénéficier du sursis d'imposition des plus-values prévu à l'article 150-O B du code général des impôts. Les plus-values réalisées au titre de l'échange de titres reçus ne seront pas imposées au moment de l'apport. En revanche, lors de la cession éventuelle des titres reçus en échange, les plus-values seront calculées et imposées par rapport à la valeur d'acquisition des titres apportés à l'échange.

1.2. Frais et droits

Les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront à la charge de la Société Bénéficiaire, qui s'y oblige.
Les Apporteurs s'engagent à conserver les titres reçus en contrepartie de leur apports pour une durée supérieure à trois ans.

1.3. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites et pour toutes significations et notifications, les Parties, élisent domicile à leurs adresses et siège social respectifs sus-indiqués.

1.4. Droit applicable – compétence

Le présent Traité est soumis à la loi française.

Tous les litiges auxquels le Traité pourra donner lieu, pour son interprétation, son exécution ou sa résiliation sont, de convention expresse, soumis au Tribunal de commerce de Paris.

1.5. Affirmation de sincérité

Les Parties reconnaissent avoir été informées par le rédacteur de l'acte des sanctions applicables aux insuffisances, dissimulations, et surévaluations ainsi qu'aux affirmations de sincérités frauduleuses.

Les Parties affirment expressément, sous les peines visées à l'article 1837 du Code général des impôts, que les présents actes expriment l'intégralité de la valeur des biens apportés.

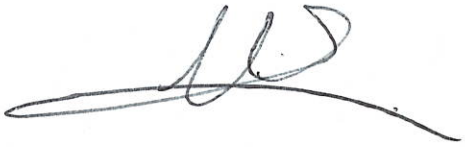
En outre, les Parties affirment que cette rémunération n'est contredite par aucune contre-lettre contenant prise en charge d'un passif ou règlement d'une soulte complémentaire.

A Paris, le 10 Janvier 2021,
En deux (2) exemplaires originaux.

Monsieur MICHEL Thibault

Mr ABIB Jonathan

La société en formation A&M Holding
Représentée par Mr ABIB Jonathan

Madame Shirley ABITBOL	**Madame Jennifer VAN PUL**
	

A&M HOLDING

Société par actions simplifiée en formation
Capital Social : 200 000 €
Siège social : 211, rue la Fontaine,
94120 Fontenay sous-bois

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Capital : 200 000 Euros
Nombre d'actions : 200 000 actions, toutes en nature
Valeur nominale : 1 euros
Libérées de la totalité à la souscription.

RÉPARTITION DES ACTIONS			***ETAT DES VERSEMENTS***	
N°	***Nom, prénom et adresse des souscripteurs***	***Nombre d'actions souscrites***	***Montant nominal des actions souscrites en euros***	***Montant des versements effectués en euros***
1	**Monsieur Jonathan ABIB** demeurant au 119 Avenue du maréchal Leclerc, 94110 St Maurice	102 000	102 000 €	102 000 €
2	**Monsieur Thibault MICHEL** demeurant au 4 Avenue Andrée, 94100 St Maur	98 000	98 000 €	98 000 €
	Total des actions souscrites ***Total du montant nominal de ces actions*** ***Total des versements effectués***	***200 000***	***200 000 €***	***200 000 €***

Le présent état constatant la souscription des actions de la société A&M HOLDING ainsi que le versement de la totalité du montant nominal desdites actions, soit la somme de 200 000 euros, est certifié exact, sincère et véritable par Monsieur Jonathan ABIB, actionnaire fondateur de la société.

Fait à Paris
le 03 Janvier 2021

Monsieur Jonathan ABIB



A&M HOLDING

Société par actions simplifiée en formation
Capital Social : 200 000 €
Siège social : 211, rue la Fontaine,
94120 Fontenay sous-bois

CONSTITUTION

Les soussignés :

1 - **M. ABIB Jonathan,** de nationalité française, né le 16 Janvier 1992 à Paris, demeurant au 119, avenue du maréchal Leclerc 94410 Saint Maurice, marié sous le régime de la communauté,

2- **M. MICHEL Thibault,** de nationalité française, né le 05 Janvier 1992 à Paris, demeurant au 4, Avenue Andrée 94100 Saint Maure marié sous le régime de séparation de biens,

A décidé d'instituer ainsi qu'il suit une société par actions simplifiée

A&M HOLDING

Société par actions simplifiée en formation
Capital Social : 200 000 €
Siège social : 211, rue la Fontaine,
94120 Fontenay sous-bois

STATUTS

Titre I. – Forme. Objet. Dénomination sociale. Siège. Durée

Article 1. – Forme

Il est formé par le soussigné, une société par actions simplifiée, qui existera entre les propriétaires des actions ci-après créées, celles qui pourront l'être ultérieurement, leurs cessionnaires et ceux qui pourront le devenir ultérieurement.

Cette société sera régie par les lois en vigueur, et notamment par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce relatifs aux sociétés par actions simplifiées et par les présents statuts. Elle fonctionnera sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne pourra faire appel public à l'épargne.

Article 2. – Objet

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :
La prise d'intérêt sous quelque forme que ce soit et notamment par souscription ou rachat de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts ou titres cotés ou non cotés dans toutes sociétés ou entreprises constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit, industrielle, commerciales, financières, agricoles, immobilières ou autres. Toutes prestations de services, conseils, études en faveur des sociétés ou entreprises, sur les plans administratif, comptable, technique, commerciale, financier ou autres,

Et plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

Article 3. – Dénomination

La dénomination de la société est : **A&M HOLDING**

Tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer cette dénomination, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 4. – Siège social

Le siège social est fixé au **211, rue la Fontaine 94120 Fontenay sous-bois.**

Il peut être transféré en tout lieu en France et à l'étranger par décision du président sous réserve de ratification par les associés en même temps que l'approbation des comptes de l'exercice.

Article 5. – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années, à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Titre II. – Apports. Capital social. Actions

Article 6. – Apports

Il est consenti à la société des apports en nature dans les conditions suivantes :

Monsieur ABIB Jonathan, apporte à la Société sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés :
- Les titres numérotés de 1 à 357 de la société A&M Concept évalués à deux cent quatre vingt cinq euros et soixante et onze centimes (285.71 euros) le titre,
Soit un total arrondi à 102 000 euros (Cent deux mille euros)

Monsieur MICHEL Thibault, apporte à la Société sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés :
- Les titres numérotés de 358 à 700 de la société A&M Concept évalués à deux cent quatre vingt cinq euros et soixante et onze centimes (285.71 euros) le titre,
Soit un total arrondi à 98 000 euros (Quatre-vingt-dix huit mille euros).

Ces biens ont été estimés à la somme globale de **Deux cent mille euros** (200 000 euros) selon un rapport établi le .... par Marc METOUDI, Commissaire aux apports choisi parmi les Commissaires aux comptes inscrits et désigné à l'unanimité des associés. Ce rapport, dont un exemplaire est annexé aux présentes, a été déposé à l'adresse prévue du siège social : **211 Rue La Fontaine - 94120 Fontenay sous-bois**

En rémunération de l'apport en nature ci-dessus désigné :

- Monsieur ABIB Jonathan s'est vu attribuer 102 000 actions d'un montant de un euro (1 euro) chacune, dont la valeur correspond au montant de l'évaluation de son apport.
- Monsieur MICHEL Thibault s'est vu attribuer 98 000 actions d'un montant de un euro (1 euro) chacune, dont la valeur correspond au montant de l'évaluation de son apport.

Article 7. – Capital social

Le capital social est fixé à deux cent mille euros (200 000 euros).

Il est divisé en 200 000 actions de 1 euros chacune, toutes de même rang, et intégralement souscrites par les soussignés.

Article 8. – Augmentation et réduction du capital

8.1. – Augmentation du capital

Le capital social peut être augmenté – soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par élévation de la valeur nominale des titres de capital existants – par décision collective des associés prise sur le rapport du président et dans les conditions de majorité prévues à l'article 21 des présents statuts.

La collectivité des associés peut déléguer au président sa compétence pour décider d'augmenter le capital social dans les limites qu'elle fixera ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En tout état de cause, aucune souscription publique ne pourra être ouverte.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les associés peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital contre numéraire au montant des souscriptions, dans les conditions prévues par la loi.

Toute personne n'ayant pas la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés statuant dans les conditions précisées ci-après pour l'autorisation des cessions d'actions. L'attributaire des actions nouvelles doit dans ce cas solliciter son agrément au moment de la souscription.

8.2. – Réduction du capital

Le capital social peut être réduit, en vertu d'une décision collective des associés, prise sur le rapport du président et dans les conditions de majorité prévues à l'article 21 des présents statuts, par voie de réduction du nombre d'actions ou de leur valeur nominale, notamment dans les cas de pertes constatées.

La réduction du capital social à un montant inférieur au capital minimum, ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au seuil minimum, à moins que la société ne se transforme en une société d'une autre forme.

Article 9. – Libération des actions

9.1. – Les actions de numéraire peuvent être libérées de la moitié seulement de leur valeur nominale lors de leur souscription.

La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du président dans un délai maximum de cinq ans à compter, soit de l'immatriculation de la société, soit du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs 15 jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à ces formalités.

9.2. – Les actions émises en représentation d'un apport en nature doivent être intégralement libérées.

Article 10. – Forme des actions

Les actions sont nominatives.

Elles sont inscrites en compte selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Article 11. – Cession et transmission des actions

11.1. – Forme de la cession ou de la transmission

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

En cas de transmission d'actions, pour quelque cause que ce soit, les bénéficiaires de la mutation devront fournir à la société tous documents justifiant la régularité de leurs droits.

11.2. – Droit de préemption et clause d'agrément

11.2.1. – Toute cession d'actions à un tiers à la société est soumise à l'agrément de la société après exercice, dans les conditions fixées ci-après, du droit de préemption au profit des associés de la société.

Ce droit d'agrément s'applique à toute cession ou mutation, à titre onéreux ou gratuit, alors même que la cession aurait lieu, par voie d'adjudication publique, en vertu d'une décision judiciaire.

Il est également applicable en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, en cas de dévolution successorale ou de liquidation de communauté de biens et, en cas d'augmentation de capital, il s'applique à la cession des droits d'attribution ou de souscription, comme aux renonciations aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.
La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

11.2.2. – Le cédant doit notifier son projet de cession au président et à chacun des autres associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; il doit indiquer l'identité du cessionnaire proposé (nom ou dénomination sociale, adresse ou siège social), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession et les principales conditions de la cession.

Le cessionnaire proposé doit être de bonne foi.

Cette notification vaut offre de cession aux prix et conditions indiqués au profit de tous les associés. Dans les dix (10) jours de la réception de cette notification, le président porte à la connaissance de tous les associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les conditions de forme et de délai régissant l'exercice des droits de préemption.

11.2.3. – Chaque associé doit, s'il désire exercer son droit de préemption, le notifier à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, ce dans les trente jours de la notification du projet de cession qui lui a été faite.

À défaut pour l'associé de notifier, dans le délai ci-dessus, qu'il entend exercer ce droit, il est réputé y avoir définitivement renoncé pour la cession en cause.

Lorsque le nombre total des actions que les associés bénéficiaires du droit de préemption ont déclaré acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre lesdits bénéficiaires, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

11.2.4. – Dans les 40 jours de la notification du projet de cession par le cédant, le président décompte les droits de préemption exercés.

Si ces droits sont exercés pour la totalité des actions offertes, le président établit une liste des associés avec l'indication du nombre d'actions préemptées par chacun d'eux et la transmet, sans délai, au cédant et à tous les associés.

Si les droits de préemption n'absorbent pas la totalité des actions dont la cession est projetée, la société peut, avec l'accord du cédant, acquérir les actions concernées non préemptées ; elle sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de six mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital, conformément aux dispositions de l'article L. 227-18, alinéa 2, du Code de commerce.

À défaut d'accord du cédant sur le rachat par la société des actions non préemptées, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant sera libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées, sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après.

11.2.5. – En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de trente (30) jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant. Dans le cas contraire, la cession au tiers proposé par le cédant doit être soumise, par le président, dans un délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession, à l'agrément des associés.

La décision d'agrément est prise à la majorité, le cédant ne prenant pas part au vote.

Dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la demande d'agrément, le président est tenu de notifier au cédant si la société accepte ou refuse la cession projetée.

À défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis au cessionnaire de bonne foi et le cédant éventuel pourra réaliser la cession dans un délai d'un (1) mois.

Le cédant devra adresser à la société, dans les 10 (dix) jours de la notification de la décision d'agrément qui lui sera faite par le président, les ordres de mouvement portant sur la cession des actions ; l'inscription au compte des associés acheteurs sera effectuée dès réception desdits ordres de mouvement.

Le prix de cession est réglé comptant au cédant dès réception de l'ordre de mouvement dûment signé.

Faute pour le cédant d'adresser les ordres de mouvement relatifs à la cession des actions dans les huit jours, la cession sera constatée par le président.

11.2.6. – Si l'agrément est refusé, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite par le président, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à la société, qu'il renonce à son projet de cession.

À défaut de renonciation de la part du cédant, le président est tenu de faire acquérir la totalité des actions, avec le consentement du cédant, par la société ; la société sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de six mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital, et ce dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus.

À cet effet, il provoquera alors une décision collective des associés, pour statuer sur le rachat des actions par la société et sur la réduction du capital.

Le prix de cession est réglé par la société selon les modalités fixées ci-après à l'article 11.3 des statuts.

11.2.7. – Toute cession effectuée en violation de la procédure d'agrément ainsi prévue est nulle.

11.3. – Évaluation des actions et paiement du prix

Le prix de cession est fixé d'accord entre le cédant et les acquéreurs ; à défaut d'accord entre les parties, le prix de cession est déterminé par expert conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant supportés par moitié par le cédant et par moitié par le ou les acquéreurs.

La décision de l'expert ne pourra faire l'objet d'aucun recours.

Dans les huit jours de la détermination du prix, avis est donné au cédant de se présenter au siège social à l'effet de signer les ordres de mouvement.

Faute pour le cédant de se présenter dans un délai de quinze jours à compter du précédent avis, la cession pourra être régularisée d'office par la société.

En cas d'achat des actions par les associés, le prix est payé comptant.
En cas de rachat des actions par la société, le prix est payable dans les six mois de la signature de l'ordre de mouvement ou de l'acte de cession.

Article 12. – Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne connaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et aux assemblées par un mandataire unique ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner judiciairement un mandataire chargé de les représenter.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant la répartition du dividende et au nu-propriétaire dans les autres cas.

Article 13. – Droits et obligations des associés

Chaque action donne droit à une fraction de l'actif social proportionnellement au nombre d'actions existantes ; elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Chaque action de même catégorie donne droit à une fraction des bénéfices dans les proportions définies à l'article 26 ci-après.
Les droits et obligations attachés aux actions les suivent au cours de leur transmission ; la propriété d'une action emporte de plein droit l'adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.
Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir à ses frais, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des commissaires aux comptes en exercice.

Deux fois par an, les associés pourront également obtenir communication des livres et documents sociaux ; en outre, conformément à l'article L. 225-232 du Code de commerce, un ou plusieurs associés représentant au moins un vingtième du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au président de la SAS sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation ; la réponse du président devra être communiquée au commissaire aux comptes si la société en est dotée.

Titre III. – Administration et direction de la société

Article 14. – Présidence

14.1. – Nomination du président

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale associé dans la Société.

En cours de vie sociale, le président est nommé par les associés délibérant dans les conditions requises pour les décisions collectives ordinaires à l'article 21 ci-après, et ce, en cas de vacance du poste de président, à l'initiative de l'associé le plus diligent.

La limite d'âge pour l'exercice de ses fonctions est fixée à 80 ans ; lorsqu'il atteint cet âge, le président est réputé démissionnaire lors de la prochaine décision des associés statuant sur les comptes sociaux qui interviendra après son anniversaire.

14.2. – Représentation de la société par le président. Attributions

14.2.1. – Rapports avec les tiers

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Le président est investi, en vertu de la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux associés.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation par les présents statuts des pouvoirs du président est inopposable aux tiers.

14.2.2. – Dans les rapports entre associés

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Dans les rapports entre associés, le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et des prérogatives des décisions d'associés.
Toutefois, le président ne pourra, sans l'accord préalable de la collectivité des associés délibérant aux conditions prévues ci-après à l'article 21 accomplir les actes énumérés à l'article 15.2.

14.2.3. – Arrêté des comptes

Le président arrête les comptes à la fin de chaque exercice social, en se conformant aux prescriptions légales et réglementaires, en dressant l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit le rapport de gestion prescrit par la loi.

14.3. – Délégation de pouvoir

En dehors de la délégation de pouvoirs prévue à l'article 15.1. Ci-dessous au profit du directeur général, le président peut confier à tous mandataires de son choix tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

14.4. – Rémunération

Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision collective des associés.

En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

14.5. – Responsabilité du président

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fraudes commises par lui dans sa gestion.

14.6. – Durée du mandat. Cessation des fonctions de président

Le président est révocable à tout moment par les associés statuant aux conditions prévues pour les décisions ordinaires à l'article 21 ci-après.

La décision de révocation peut ne pas être motivée.

Article 15. – Direction générale

15.1. – Directeurs généraux

15.1.1. – Qualité et nombre

Le président pourra être assisté d'un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques, associées ou non de la société.

Sur la proposition du président, le directeur général est nommé par une décision collective des associés délibérant aux conditions prévues à l'article 21 ci-après.

La durée des fonctions du directeur général est fixée dans la décision de nomination ; son mandat est renouvelable sans limitation.

La limite d'âge est fixée à 80 ans.

15.1.2. – Mission et pouvoirs

Le directeur général a mandat d'assister le président dans la mission qui lui incombe en vertu de la loi et des présents statuts ; il n'a qu'un rôle d'auxiliaire du président auquel il reste subordonné.

Il dispose des mêmes pouvoirs de représentation de la société vis-à-vis des tiers que le président.

15.1.3. – Démission. Révocation

Le directeur général pourra démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois.

Il est révocable à tout moment, par la collectivité des associés statuant aux conditions prévues à l'article 21 ci-après, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation.

En cas de décès, démission ou révocation du président, le ou les directeurs généraux conservent, sauf décision contraire des associés délibérant dans les conditions prévues à l'article 21 ci-après, leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

15.1.4. – Rémunération

La décision collective nommant le directeur général fixe les modalités de sa rémunération.

15.2. – Domaine réservé aux associés

Les actes et opérations ci-après ne peuvent être accomplis par le président (et/ou par le directeur général) seul(s) et sont obligatoirement de la compétence des associés :

- augmentation, réduction ou amortissement du capital ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- toutes questions relatives à l'approbation des comptes annuels et aux bénéfices ;
- opérations de fusion, scission, dissolution et transformation de la société ;
- approbation des conventions telles que visées à l'article 16 ci-après des statuts ;
- exclusion d'un associé ;
- insertion ou modification des clauses statutaires d'agrément, d'inaliénabilité des actions, d'information lors du changement de contrôle d'une société associée ou d'exclusion ;
- décision relative à l'agrément d'un cessionnaire d'actions ;
    - établissement d'un budget annuel
    - tout emprunt.

Article 16. – Conventions réglementées

16.1. – Domaine

Toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, ses autres dirigeants, un associé détenant plus de 10 % des droits de vote ou s'il s'agit d'une société associé, la société la contrôlant, doit être soumise au contrôle des associés.

16.2. – Procédure

Le président doit aviser le commissaire aux comptes si la société en est dotée de ces conventions dans le délai de six mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes ou à défaut le Président présente sur ces conventions un rapport spécial aux associés qui devront statuer sur ce rapport lors de la réunion d'approbation des comptes annuels ; ce rapport est joint aux documents adressés aux associés en cas de consultation à distance.

L'intéressé ne peut prendre part au vote sur ladite convention.

16.3. – Conséquence du vote des associés

Le refus de ratification par les associés n'entraîne pas la nullité des conventions en cause, mais les conséquences dommageables pouvant en résulter pour la société restent à la charge du président, du dirigeant et/ou de l'associé contractant. Si la convention est passée par plusieurs dirigeants et/ou associés, leur responsabilité est solidaire.

Dans tous les cas les conventions produisent leurs effets.

16.4. – Conventions interdites

Il est interdit au président personne physique, à son représentant permanent s'il s'agit d'une personne morale ou à un directeur général, à peine de nullité du contrat :

- de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société ;
- de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement ;
- ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également à toute personne interposée.

16.5. – Conventions libres

Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises au contrôle des associés ; elles devront être communiquées au commissaire aux comptes si la société en est dotée par le président ; tout associé pourra en obtenir communication.

Titre IV. – Commissaires aux comptes

Article 17. – Commissaires aux comptes

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Titre V. – Décisions collectives

Article 18. – Décisions devant faire l'objet d'une assemblée générale

Les décisions ci-après doivent obligatoirement être prises collectivement par les associés :

1) en Assemblée Générale Ordinaire :

- nomination des commissaires aux comptes ;
- toutes questions relatives à l'approbation des comptes annuels et aux bénéfices ;
- approbation des conventions entre la société et le président, un dirigeant, un associé détenant plus de 10 % des droits de vote, ou s'il s'agit d'une société associé, la société la contrôlant ;
- et toutes autres décisions qui ne modifient pas les statuts.

2) en Assemblée Générale Extraordinaire :

- augmentation, réduction ou amortissement du capital ;
- opérations de fusion, scission, dissolution et transformation de la société ;
- prorogation de la société ;
- insertion ou la modification des clauses statutaires d'agrément, d'inaliénabilité des actions, d'information lors du changement de contrôle d'une société associée ou d'exclusion ;
- agrément d'un cessionnaire d'actions.

Article 19. – Modalités de consultation des associés

19.1. – Toutes les décisions pourront également être prises :

- en assemblée ;
- à distance, par voie de consultation écrite (courrier ou télécopie) ou d'un vote électronique ;
- par conférence vidéo ou téléphonique ou tout autre procédé électronique ou informatique (notamment par liaison Internet) ;
- ou encore résulter d'un acte signé par tous les associés,
- au choix du président.

19.2. – Les assemblées d'associés sont convoquées par le président ; elles peuvent être également convoquées par le commissaire aux comptes ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation des assemblées générales est faite, aux frais de la société, par tous moyens, par lettre simple ou par mail, adressés à chacun des associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'ordre du jour doit être indiqué dans la lettre de convocation ; celle-ci doit contenir le texte des résolutions proposées, le rapport du président et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes.

19.3. – L'assemblée est présidée par le président ou, en son absence, par un associé désigné par l'assemblée.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci dûment émargée par les associés présents et les mandataires, est certifiée exacte par le président.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

19.4. – En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chaque associé, aux frais de la société, par lettre simple, en même temps qu'un formulaire de vote par correspondance, le texte des résolutions proposées, accompagné de son rapport et le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

19.5. – Le vote à distance des associés pourra s'effectuer sous forme de courrier électronique ; à cette fin, la société devra recueillir le consentement de chaque associé destinataire des envois dématérialisés de documents.

19.6. – Une assemblée pourra valablement être convoquée verbalement et être tenue sans délai, dès lors que tous les associés sont présents.

Article 20. – Droit de communication des associés

Les documents suivants doivent être communiqués à chacun des associés avant toute décision collective ou doivent leur être adressés avant toute assemblée ou en même temps que le formulaire de vote à distance en cas de consultation écrite ou de vote par voie électronique :

- rapport du président ;
- texte des projets de résolution ;

- S'il s'agit de l'approbation des comptes sociaux, les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, ainsi que le tableau des résultats de la société au cours de chacun des exercices clos depuis la constitution ou des cinq derniers devront être adressés aux associés en même temps que la lettre de convocation à l'assemblée ou mis à leur disposition en même temps que le formulaire de vote à distance.

Article 21. – Participation aux décisions collectives Représentation - Nombre de voix - Conditions de majorité

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses actions.

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Chaque associé peut se faire représenter par un autre associé.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses actions et voter en personne du chef de l'autre partie.

Chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions spécifiques différentes des statuts, les décisions collectives sont prises:

- pour les décisions ordinaires (qui ne modifient pas les statuts), à la majorité des voix dont disposent les associés présents, votant à distance ou représentés ;

- pour celles entraînant modification des statuts, à la majorité des 2/3 des voix dont disposent les associés présents, votant à distance ou représentés ; toutefois, les décisions portant sur une augmentation de capital exclusivement par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, sont prises comme ci-dessus, aux conditions de majorité prévues pour les décisions de caractère ordinaire ;

Article 22. – Procès-verbaux

Toute délibération de l'assemblée générale des associés ou toute consultation écrite est constatée par un procès-verbal, dressé et signé par le président.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social, cotés et paraphés.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des associés sont valablement certifiées conformes par le président.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Titre VI. – Exercice social. Comptes Bénéfices. Dividendes

Article 22. – Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 23. – Comptes annuels

23.1. – Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales.

Il est notamment dressé à la fin de chaque exercice social, par le président, l'inventaire, les comptes annuels conformément aux dispositions du Code de commerce, ainsi qu'un rapport de gestion écrit exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi. Sont annexés au bilan dressé à la clôture de l'exercice, un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

À moins qu'un changement exceptionnel n'intervienne dans la situation de la société, la présentation des comptes annuels, comme les méthodes d'évaluation retenues, ne peuvent être modifiées d'un exercice à l'autre ; toute modification devant néanmoins intervenir devra être décrite et justifiée dans l'annexe, ainsi qu'être signalée dans le rapport de gestion et dans celui des commissaires aux comptes.

23.2. – Les comptes annuels et le rapport de gestion sont tenus, au siège social, à la disposition des commissaires aux comptes, un mois au moins avant la convocation de l'assemblée des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de la société ou la consultation écrite des associés.

23.3. – Dans les six mois de la clôture de l'exercice, le président doit provoquer une décision collective des associés aux fins d'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Lors de la même consultation, le cas échéant, les associés approuvent ou rejettent les conventions intervenues directement ou indirectement entre le président, les autres dirigeants, un associé détenant plus de 10 % des droits de vote, ou s'il s'agit d'une société associé, la société la contrôlant, et la société.

L'intéressé (s'il est associé) ne prend pas part au vote sur ces conventions.

Article 24. – Fixation, affectation et répartition du résultat. Mise en paiement des dividendes

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement.

Il fait apparaître, par différence après déduction des amortissements ou des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, s'il en existe, diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital. Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par les associés ; ils peuvent décider que le dividende sera payé soit en numéraire soit en actions de la société.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de .neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés au propriétaire sur présentation de son attestation d'inscription en compte.

Les dividendes régulièrement perçus ne peuvent faire l'objet ni d'une retenue, ni d'une restitution. Ils sont acquis à chaque associé, définitivement et individuellement.

Titre VII. – Transformation. Dissolution. Liquidation

Article 25. – Transformation de la société

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités.

La transformation en SARL est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 26. – Dissolution anticipée

La dissolution anticipée est prononcée par les associés dans les conditions prévues à l'article 21 des statuts.

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés doivent décider, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés doit être publiée.

Si la réduction était décidée et qu'elle ait pour effet de ramener le capital au-dessous du montant minimal légal, la société devrait procéder à une augmentation de capital dans le délai d'un an ou adopter une autre forme.
À défaut de décision collective prise dans les conditions ci-dessus, ou dans le cas où aucune décision n'a pu être prise, ou encore, si les dispositions du troisième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées, tout intéressé pourra demander la dissolution de la société devant le tribunal de commerce.

La dissolution n'est opposable aux tiers qu'à compter de l'accomplissement des formalités de publicité au registre du commerce et des sociétés.

Article 27. – Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "société en liquidation".

Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

Le liquidateur peut être choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Titre VIII. – Personnalité morale. Formalités Pouvoirs. Contestations

Article 28. – Personnalité morale. Immatriculation

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Paris.

Article 29. – Pouvoirs

Les associés donnent tous pouvoirs à Monsieur Pierre CHAILLAN, à l'effet d'accomplir et de signer tous actes et pièces et prendre tout engagement entrant dans l'objet social.

L'immatriculation de la société entraînera reprise de cet acte.

La Présidence a tous pouvoirs à l'effet de procéder ou de faire procéder à l'immatriculation de la société.

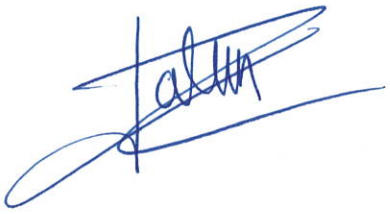
Tous pouvoirs sont donnés au président pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

Article 30. – Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la constitution de la présente société seront portés au compte "frais de premier établissement".

Fait à Paris ,
Le 10 Janvier 2021
En quatre exemplaires dont un pour l'associé, un pour l'enregistrement et deux pour le greffe.

Jonathan ABIB



Thibault MICHEL



Annexe : Etat des actes accomplis au nom de la société en formation avant la signature des statuts

Dépôt du capital social auprès d'une étude notariale

- Ouverture d'un compte de transit à leurs noms auprès de OLINDA SAS (Qonto), établissement de paiement agréé auprès de l'ACPR

- Ouverture d'un compte de paiement au nom de la Société auprès de OLINDA SAS (Qonto), établissement de paiement agréé auprès de l'ACPR»